

25 juin 2002

Publié dans « Grands textes indépendantistes 1992-2003 (Les) » -

édité par Andrée Ferretti, Édition Typo, 2003

Questions et réponses suite au congrès de l'UFP

Pourquoi lutter pour l'indépendance ?



Les petits pays étant plus faciles à contrôler par les transnationales, le FMI et le gouvernement états-unien, l'indépendance ne nous affaiblirait-elle pas dans la lutte contre la mondialisation néolibérale ?

Concrètement parlant, les luttes contre les politiques néolibérales se mènent surtout dans un cadre étatique, y compris les mobilisations contre les grands sommets du capital mondial, tant à Seattle qu'à Gênes. Dans ce cadre, ce qui affaiblit la lutte des peuples contre le capital c'est leurs divisions sociales de statuts (temps plein, temps partiel, occasionnels...), de revenus, de genre, d'ethnies tout aussi bien que nationales et politiques, divisions entretenues et exacerbées par le capital, encore plus le capital néolibéral.

Même si abstraitement parlant un cadre étatique unitaire devrait être l'idéal pour contrer ces divisions – l'unité du prolétariat canadien contre la bourgeoisie – les divisions étatiques (un éventuel Québec indépendant) et administratives (les provinces) peuvent tout aussi bien renforcer qu'affaiblir ces divisions sociales et politiques, tout dépendant du contexte historique.

L'État canadien est historiquement et demeure une prison des peuples. Certes, cette prison est une prison relativement dorée que seul peut se permettre un État impérialiste et riche. (Mais la situation socio-économique des peuples opprimés du Canada est inférieure à celle du peuple canadien-anglais, surtout en ce qui concerne la majorité des peuples autochtones.) Cependant, c'est une prison quand même, ce qui entraîne mépris, humiliation, refus constitutionnel de la reconnaissance, même pas comme à titre de " société distincte ", et depuis la loi C-20 refus de notre droit de quitter le Canada.

C'est surtout cette politique de division entre nations au sein de l'État canadien qui rend incapable les classes populaires de cet État de s'unir contre les politiques néolibérales d'Ottawa, confinant ces luttes dans un inefficace cadre provincial. Ottawa réussit, malgré ses politiques néolibérales outrancières, qui le rendent capable de dégager des surplus tout en coupant et privatisant beaucoup plus que Québec, à apparaître auprès d'une majorité canadienne anglaise et des fédéralistes québécois comme le champion de l'unité canadienne et donc de la sécurité économique et de la paix sociale.

Dans ces conditions, l'indépendance du Québec, en faisant de la nation québécoise l'égale de la nation canadienne, créerait les conditions de l'unité des peuples et des classes populaires de l'actuel État canadien contre les politiques néolibérales. La dynamique de libération proprement dite déborderait sur le terrain social, dynamiserait les luttes nationales des peuples acadien, métis et autochtones. Elle permettrait aussi aux classes populaires du Canada de dépasser les divisions provinciales au sein du Canada anglais sans opposition de la nation québécoise qui, tant qu'elle est prisonnière de l'État canadien, n'a pas d'autre choix que de s'accrocher à son statut de province, faute de mieux.

Être pour l'indépendance n'est-ce pas capituler au nationalisme et même à l'ethnisme ?

La revendication de l'indépendance n'a rien à voir avec ces idéologies de droite et d'extrême-droite que sont le nationalisme et l'ethnisme (le racisme). Ces idéologies, d'ailleurs, ne mènent pas ultimement à l'indépendance si ce n'est que comme un moyen terme, mais au chauvinisme national et à l'irréductibilisme.

Pour ces idéologies, parce que la nation est différente, elle serait dotée d'une mission historique. C'est la conscience de cette différence qui la rendrait capable de résister à plus fort qu'elle, soit les nations anglo-saxonnes. C'est la conscience de cette mission qui justifierait de s'imposer à plus faible qu'elle, soit les peuples autochtones. Les nationalistes d'antan ont fait croire au peuple québécois qu'il était destiné à être un témoin de sa foi catholique dans une Amérique anglo-protestante. Aujourd'hui, on serait un morceau d'Europe social-démocrate d'où l'éternel retour par le PQ au discours social-démocrate malgré ses politiques néolibérales dans une Amérique du Nord ultra-néolibérale.

Pour ces idéologies, le territoire dit national est davantage un idéal mythique qu'une réalité historique et sociologique. En feraient partie les territoires limitrophes soit partageant cette différence culturelle-linguistique soit ayant été ou étant rattachés au territoire national réellement existant. Ce territoire est davantage celui d'une " nation imaginaire " que celui de la nation réelle.

Si l'attachement au Canada du peuple acadien et des nationalités franco-canadiennes, considérés comme des égaux « ethniques », interdit toute prétention irréductibiliste de leur côté ce à quoi les nationalistes québécois leur répondent par le mépris il n'en va pas de même pour les peuples autochtones, considérés comme des inférieurs. On pense aux prétentions nationalistes sur le Labrador et sur les territoires nordiques du Québec. Faut-il

ajouter que ces aspirations irrédentistes se conjuguent très bien avec l'impérialisme du capitalisme national hydro-québécois et minier.

La revendication de l'indépendance, quant à elle, est la réponse du peuple québécois à son oppression nationale. Le peuple " canadien " a été conquis en 1760, vaincu en 1837-38, intégré malgré lui dans l'État canadien en 1867, laminé dans les provinces anglophones par les politiques fédéralistes d'assimilation particulièrement au Manitoba et en Ontario, puis finalement forcé à être chaire à canon plus que proportionnellement à son importance démographique lors des guerres impérialistes de l'empire britannique.

Devenu peuple québécois par la force des choses, il a perdu son droit implicite de veto en 1981, puis s'est vu imposé la nouvelle constitution canadienne en 1982 et sa Charte des droits qui lui nie tout droit collectif, national ou social. Ensuite la Cour suprême fédérale a charcuté la loi 101, elle lui a même refusé le statut insipide de " société distincte " pour finalement nier toute valeur juridique à un éventuel vote démocratique national menant à l'indépendance.

Les nationalistes, péquistes ou fédéralistes, nient cette oppression nationale. En effet, le culte de la différence nationale ne saurait admettre une quelconque mise en rapport politique des nations entre elles puisqu'on ne saurait comparer des pommes et des oranges. Sans oppression nationale, il n'y donc pas non plus nécessité de lutter pour la libération nationale, donc pas d'urgence de résultat.

Les nationalistes, tout dépendant de leur situation socio-politique et de leur degré de satisfaction par rapport au statu-quo seront donc mous ou durs, revendiquant qui plus de protection, qui plus de pouvoirs, qui la souveraineté-partenariat, qui la " souveraineté ", et, certains radicaux, l'indépendance chauvine et irrédentiste. La moyenne de toutes ces tendances nationalistes, sauf crise majeure de l'État canadien, sera un réformisme fédéraliste plus ou moins radical. Point de rupture dans la " république des satisfaits ".

La revendication de l'indépendance ne diviserait-elle pas le peuple de gauche ?

Malgré les politiques néolibérales du PQ depuis 1995, qui ont associé indépendance et néolibéralisme surtout dans l'esprit des jeunes, faute de recul historique le peuple québécois continue à soutenir la dynamique de l'indépendance à plus de 40%. Chez le peuple de gauche ou de centre-gauche, sauf chez les anglophones, et dans une moindre mesure les allophones s'intégrant en français, ce pourcentage est beaucoup plus élevé.

Laisser indéterminée notre position sur la question nationale ne nous rallierait pas la majeure partie des indépendantistes de gauche. De la même manière, on ne rallierait pas les écologistes, féministes ou internationalistes de gauche si l'UFP n'avait pas de position claire sur ces questions. La pire politique, c'est celle du plus petit dénominateur commun. C'est là imiter le centrisme des partis néolibéraux qui écoeure de plus en plus les classes populaires.

La gauche sociale est très divisée sectoriellement. Plusieurs tiennent mordicus à leurs revendications sectorielles, et avec raison. Cependant, même s'il y a diverses facettes à la libération des peuples et des classes, on ne saurait se libérer par morceaux. Est-ce possible de se libérer de l'emprise des banques et des transnationales sans aussi se libérer du fédéralisme canadien qui nie notre réalité nationale et vice-versa ?

La meilleure façon de diviser la gauche, donc, c'est de ne pas soutenir l'indépendance ou de la soutenir mollement.

La revendication de l'indépendance aliène-t-elle la communauté néo-québécoise ?

Il faut d'abord nuancer. Le rejet de l'indépendance est sensiblement moindre dans cette communauté que dans la communauté anglophone de souche. (Il faudrait, cependant, différencier les anglophones de Westmount de ceux et celles de Pointe-St-Charles.) On note aussi une différence importante entre la partie s'étant intégrée ou s'intégrant en anglais en majorité de provenance européenne et d'implantation ancienne et celle le faisant en français en majorité d'Amérique latine et d'Haïti, et d'implantation récente. La combinaison origine tiers-monde de l'immigration récente et loi 101 a donc déjà produit des effets positifs eu égard à la prise de conscience de la réalité nationale québécoise.

Il faut aussi pleinement prendre en compte les effets nocifs de la politique fédérale d'immigration et de multiculturalisme. La première présente le Canada comme une nation anglophone accueillante et tolérante dans une Amérique du Nord anglophone riche et prospère où la maîtrise de l'anglais permet intégration et mobilité géographique et sociale. La deuxième présente les Québécois et Québécoises comme une grosse ethnie " canadienne-française ", comparable aux autres " communautés culturelles ", qui a et recherche des privilèges. D'où la justification des subventions corruptrices du Secrétariat d'État pour contrebalancer le prétendu nationalisme ethnique de Québec. Ces politiques, loin d'être conjoncturelles, s'insèrent dans une vision stratégique de minoration-assimilation des nations " canadienne ", acadienne, métis et aborigènes depuis la Conquête et en particulier depuis 1837-38 (le rapport Durham).

La façon de combattre cette instrumentalisation chauvine des communautés néo-québécoises, spécialité d'ailleurs des partis Libéraux canadien et québécois, n'est certainement pas d'y capituler en niant à la mode Libérale ou taisant à la mode ADQ ou édulcorant à la mode souveraineté-partenariat péquiste l'aspiration du peuple québécois à l'indépendance. Un tel refoulement collectif serait d'ailleurs garant d'indifférence aux revendications et luttes des communautés néo-québécoises, si ce n'est de relents xénophobes et racistes, de notre part.

La gauche antinéolibérale-indépendantiste se doit d'abord d'être franche et transparente. On ne respectera pas un parti politique cachottier au programme ambigu ou défensif. Sur cette base, il sera possible de se doter d'une politique de dialogue et d'appui aux communautés néo-québécoises d'autant plus évidente que l'aspect socio-économique de la plate-forme de l'UFP est taillée sur mesure pour ces communautés très majoritairement prolétaires et populaires.

Marc Bonhomme, 25 juin 2002